



BETHARAM AU-DELA DE BAYROU



On ne fera croire à personne qu'un homme comme François Bayrou, ancien ministre de l'éducation nationale, maire de Pau, président du conseil général des Pyrénées Atlantiques, et de surcroît parent d'élèves scolarisés au lycée privé confessionnel Betharam, ait pu ne rien connaître des

violences répétées et même systématiques commises dans cet établissement privé catholique réputé « rigoureux » et « sévère ».

Il est vrai que les externes, souvent issus de la bourgeoisie locale, n'étaient pas logés à la même enseigne que les internes, souvent envoyés là sur fond d'échec scolaire ou de difficultés familiales, et de ce fait beaucoup plus vulnérables. Tout le monde le sait à présent, sauf ceux qui affectent de l'ignorer : sous couvert d'autonomie et de projet d'établissement confessionnel, un grand nombre d'établissements « libres », donc privés, engrangent des financements publics sans avoir de comptes à rendre si ce n'est, et encore, sur les normes techniques de sécurité.

Ce n'est pas pour des raisons religieuses que tant de familles font le sacrifice financier de placer leurs enfants dans ces établissements privés : c'est parce que l'école de la République est en crise : enseignants non remplacés, classes surchargées, programmes obsolètes, vie culturelle inexistante, insécurité grandissante aux abords et même à l'intérieur des établissements : tout est fait pour détourner les familles de l'école publique, laïque et gratuite. Et tant pis si les enseignants, mal payés et si souvent

dénigrés, maintiennent vaille que vaille un certain niveau d'exigence.

Mais le remède s'avère souvent pire que le mal. Plusieurs affaires récentes, à commencer par le scandale du lycée Stanislas, ont mis en lumière, outre des dérives financières graves, des comportements rétrogrades, des discriminations sexistes, des faits d'homophobie, des sanctions humiliantes, pratiques pédagogiques tendant à imposer une histoire officielle, une philosophie officielle, et pour tout dire une pensée unique, sans prise en compte de la diversité des élèves et de la nécessité de les former à l'autonomie et à l'esprit critique. Et tout cela au nom de la liberté : quel cynisme !

La question n'est pas de rallumer la guerre scolaire. La plupart des enseignants du privé font eux aussi de leur mieux, dans le cadre qui leur est imposé. Mais c'est ce cadre justement qui pose problème, comme il pose problème à leurs collègues de l'enseignement public. La France se trouve confrontée à de gigantesques défis en matière de formation : l'évolution des sciences et des techniques, les perspectives ouvertes par l'intelligence artificielle, la nécessité d'assurer une égalité réelle entre tous les citoyens, le droit au partage des savoirs, tout cela exige un investissement éducatif sans commune mesure avec ce qu'il est actuellement.

... Et non pas que se perpétuent des pratiques inégalitaires, sectaires voire moyenâgeuses comme celles qui viennent, après tant d'autres, de nous être révélées. Ce qu'il faut reprocher à François Bayrou, au-delà de ses complaisances coupables, c'est d'avoir mené en toute connaissance de cause une politique de classe, mesquine et obsolète. Lui qui va à la messe, il devrait savoir qu'on n'entre pas au Paradis avec ce genre de tache sur son dossier.

M BOUDY, vous avez la mixité à géométrie variable !

Comme vous le savez, à la Cité-Jardins, environ 600 logements auxquels s'ajoutent 114 logements du square de la Concorde sont concernés par une réhabilitation. Cela confirme ce que nous écrivions dans un précédent numéro du journal l'Éveil : au total, il s'agirait de plus de 800 logements .

Qu'en sera-t-il du statut des logements sociaux réhabilités ? Le Maire et son adjointe reconnaissent que beaucoup sortiront du patrimoine des logements réellement sociaux.

Sous le fallacieux prétexte qu'il faudrait de la mixité, cela se traduirait dans les faits par des changements de catégories pour les logements concernés et une forte augmentation des loyers. Ainsi, de très nombreux logements ne seront plus des logements sociaux correspondant aux besoins des locataires actuels mais également pour les demandeurs en attente.

La mixité ne fonctionne pas à sens unique, M. le Maire ! Vous n'exigez jamais aux promoteurs privés de réserver une partie de leurs constructions, aux logements sociaux, comme le pratiquent d'autres villes voisines !

Il y a 2 600 Suresnois inscrits sur les listes d'attente de demandes de logements sociaux et plus de 20.000 demandes pour Suresnes sur toute la France.

M. le Maire, votre politique de logements ne répond pas aux besoins de la population.

AUJOURD'HUI LES LOYERS HLM DE LA CITE-JARDINS SONT LES PLUS BAS DE SURESNES.

Avec cette réhabilitation, ces logements sociaux pourraient changer de catégorie et entrer dans des catégories supérieures : en réalité, il s'agit de logements très chers, par exemple, un trois-pièces peut afficher un loyer de 1200 € voire 1300 euros. Sur les plus de 800 logements réhabilités, quel pourcentage de logements réellement sociaux restera-t-il ?

Pour nous, ce sont les besoins de la population qui doivent guider la politique du logement du Maire, et ces besoins augmentent en même temps que les difficultés de pouvoir d'achat des familles.

La réponse doit donc être collective. Cette opération ne doit pas conduire à une dégradation des conditions de vie des locataires auxquels la mairie impose un déménagement. Hauts-de-Seine-Habitat doit permettre, pour ceux qui le désirent, un retour à la cité-jardins sans augmentation de loyer. Cette opération ne doit pas conduire non plus à réduire le patrimoine social à Suresnes.

Agissons ensemble pour nos intérêts.

Exigeons aussi 40 % de logements sociaux dans toutes les constructions privées à Suresnes.

Nous vous invitons à prendre contact avec nous.

Attention ! Dans la phase de relogements, nous vous conseillons de ne pas rencontrer seul les agents d'Hauts-de-Seine Habitat et d'être accompagnés d'un membre de l'association des locataires.

Rappel : immeubles concernés par la réhabilitation des cités jardins:

Aussitôt alertés, les communistes ont interrogé les appels d'offre lancés par Hauts

de Seine Habitat aux entreprises et découvert **la liste des 21 immeubles concernés est la suivante :**

- Boulevard Aristde Briand Numéros 18 16 14 15 13 11 6 4 2 5 3 1
- Rue des gros Buissons numéros 1
- Boulevard Edouard Vaillant numéros 1
- Avenue Alexandre Maistrasse Numéros 16 18 20
- Place Stalingrad Numéros 2 4
- Avenue Léon Bourgeois numéros 5 3

Concernant ces deux immeubles, nous constatons avec stupeur que tous les logements seraient mis en vente'.

Chacun peut constater que ces deux bâtiments donnent sur le square Léon Bourgeois



Prenez contact avec nous
pcfsuresnes@wanadoo.fr



Immigration, identité nationale - Stop aux mensonges et à la xénophobie

Depuis quelques semaines, le trio Bayrou, Darmanin, Retailleau s'est lancé dans une surenchère réactionnaire autour de l'immigration et de l'identité nationale.

La majorité présidentielle surmédiatise ces questions volontairement pour faire oublier les choix budgétaires qui vont avoir des conséquences désastreuses pour le pays, les travailleuses, les travailleurs et la jeunesse.

La propagande de droite et d'extrême droite sur l'immigration empêche tout débat rationnel sur le sujet. Les chiffres sont pourtant formels : il y a en France 5,6 millions d'étrangers, soit 8 % de la population. Les principaux titres de séjour délivrés le sont aux étudiants étrangers, fruit du rayonnement de nos universités françaises. Une réalité très éloignée des idées reçues.

La France doit d'ailleurs s'interroger sur son incapacité à faire rester des étudiants, de nationalité française ou pas, dont la nation a payé la formation, et qui partent de plus en plus nombreux à l'étranger.

L'immigration n'est pas un choix, c'est un phénomène social causé par l'impérialisme, les guerres, l'exploitation, les dominations, le capitalisme. Quand elle est encouragée et organisée par le patronat, elle permet au capital d'exploiter une main d'œuvre peu qualifiée, corvéable à merci car en situation administrative précaire.

En proposant de durcir les conditions d'accueil et l'accès aux droits des personnes migrantes, le gouvernement va empêcher l'intégration et créer des personnes en situation irrégulière.

Quant au débat sur l'identité nationale, il est amené de manière malhonnête, stigmatisante et excluante. Au contraire, le MJCF (Mouvement de la Jeunesse Communiste Française) défend une vision politique de la nation, organisée autour de services publics forts, garantissant la réussite de toutes celles et tous ceux voulant contribuer à notre projet commun. Ce n'est effectivement pas qu'une question de nationalité, mais d'adhésion à un contrat social commun. **En France, c'est la République qui fonde la Nation et pas l'inverse, est Français tout être humain qui s'affirme citoyen et non sujet**

Le MJCF revendique l'égalité républicaine qui garantit la dignité de toute personne sur le sol français. Les services publics, l'hébergement d'urgence, le logement social, la santé, l'école, la formation sont la base de cette universalité des droits qui fonde l'intégration des personnes migrantes.

Le MJCF revendique la régularisation des travailleuses et travailleurs sans papiers pour que ces derniers puissent s'intégrer pleinement par un travail stable, utile et émancipateur.

Le MJCF propose de rendre inéligibles les personnes condamnées pour racisme ou antisémitisme.

Article publié dans CommunisteS, numéro 1030 du 19 février 2025.

Allemagne : après l'alerte brune, le sursaut ?

Par Francis Wurtz, député honoraire du Parlement européen



Revenons sur l'inquiétante alerte brune qui vient de secouer l'Allemagne : le 29 janvier, Friedrich Merz, chef du principal parti de droite, la CDU, et grand favori des élections législatives allemandes du 23 février prochain, brise un tabou emblématique en faisant adopter au Bundestag une résolution scélérate contre l'immigration

grâce aux voix de l'extrême droite, deux jours après la commémoration du 80e anniversaire de la libération du camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau !

Cette motion, certes non contraignante, précisait les mesures jusqu'au-boutistes que le probable futur chancelier entendait appliquer dès son élection : en particulier, le refoulement systématique de tous les arrivants en situation irrégulière, **y compris les demandeurs d'asile – ce qui est contraire au droit tant européen qu'international.** Il espérait, expliquera-t-il, se mettre ainsi à la hauteur de l'émotion suscitée dans l'opinion à la suite de trois drames impliquant des étrangers... Notons que, pour parvenir à ce résultat, le leader de la droite avait rassemblé, outre les voix de son propre groupe, celles du parti libéral, le FDP. À ce bloc de droite s'est donc ajouté celui de l'AfD, le tout aboutissant à une majorité contre nature.

La suite mérite toute notre attention. À gauche, comme on s'y attendait, cette compromission sans précédent en Allemagne (droite et extrême droite mêlant leurs voix) a suscité un tollé et des manifestations de masse ont eu lieu dans plusieurs villes du pays pour dénoncer le « danger fasciste ». Mais des remous ont également

secoué la droite, y compris au sein de la CDU, où des voix se sont élevées contre l'irresponsabilité du candidat à la chancellerie. Ainsi, Angela Merkel – que Merz a toujours jugée trop « centriste » – est sortie de sa retraite pour fustiger la « faute politique » du favori des élections, issu de son propre parti, en lui rappelant l'engagement qu'il avait pris en novembre dernier, de faire en sorte d'éviter « fût-ce une seule fois » qu'une majorité ne soit obtenue au Parlement avec les voix de l'AfD !

Friedrich Merz ne tint aucun compte de cette admonestation inédite et tenta, dès le lendemain, de récidiver pour faire adopter non plus une simple résolution, mais carrément une proposition de loi prévoyant de restreindre immédiatement les rapprochements familiaux, de faciliter la mise en détention des étrangers sans papiers et de renforcer les pouvoirs de la police. Au Parlement, seuls la gauche et les Verts appelèrent à voter contre. Des présidents de région exprimèrent leur opposition. Par ailleurs – fait rarissime – les Églises catholique et évangélique dénoncèrent, dans une lettre commune adressée aux parlementaires, les mesures envisagées. Et, cette fois-ci, à la surprise générale, malgré le soutien explicite de la CDU, des libéraux et du groupe populiste de Sahra Wagenknecht, l'ex-coresponsable du groupe de Die Linke qui veut « dynamiter le système politique », le texte fut rejeté, marquant un sérieux revers pour son auteur et ses auxiliaires.

Quels effets ce séisme politique et ses répliques auront-ils sur le débat citoyen et le vote du 23 février ? L'opinion publique allemande s'en saisira-t-elle en profondeur ? L'idée prévaudra-t-elle que la surenchère anti-migrants, d'où qu'elle vienne, ne fait que renforcer l'AfD ? Le terrible précédent autrichien – où, à force de collaboration de la droite avec l'extrême droite, le représentant d'un parti fondé par d'anciens nazis est tout près de devenir chancelier ! – provoquera-t-il le sursaut espéré ? L'enjeu concerne toute l'Europe.

Avec le PCF je passe à l'action !



J'adhère au Parti Communiste Français

Je souhaite recevoir l'Éveil numérique

Je souhaite recevoir les informations

générales du PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

Courriel : Tél. :

À retourner : PCF Espace Pages 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour accéder au blog de la section du PCF utiliser ce QR CODE